

# Mali: une grève très suivie dans les banques et les stations-service

Au Mali, la grève lancée jeudi 17 avril dans les banques et stations-service du pays est très suivie. Le Syndicat national des assurances, des banques et des établissements financiers (Synabef) a déclenché ce mouvement après avoir constaté « l'échec » des négociations entamées ces dernières semaines avec le gouvernement de transition. En cause, il y a l'arrestation, fin février, de deux cadres du secteur bancaire. Le Synabef exige leur libération, et pas seulement : une quinzaine de points de revendication ont été présentés. Depuis jeudi, l'appel à cesser le travail lancé le syndicat est très largement suivi.

Publié le : 18/04/2025 - 13:55 Modifié le : 18/04/2025 - 13:59

=



[image d'illustration] La circulation devant une station essence, dans les rues de Bamako, le 31 juillet 2018. AFP - ISSOUF SANOGO

Par : [David Baché](#)

Aucun chiffre précis n'a été donné, mais les témoignages recueillis par RFI et les photos transmises par le Synabef sont éloquentes : de très nombreuses agences bancaires, d'assurance, des établissements de microfinance et des stations essence sont fermées. Ce qui occasionne évidemment des gênes pour les usagers venus réaliser des opérations ou tout simplement retirer de l'argent. Certains expliquent aussi vouloir faire des réserves d'essence dans les stations restées ouvertes, par précaution, en cas de durcissement et de prolongation du mouvement.

## Grève reconductible

La grève doit prendre fin demain samedi soir, mais elle sera reconduite dès la semaine prochaine, du mardi au samedi inclus, si la situation n'évolue pas. À ce stade, de source syndicale, aucune nouvelle rencontre n'est programmée avec le ministère de l'Économie. Qui

n'a communiqué officiellement ni sur le mouvement social lancé hier jeudi, ni sur les discussions qui se sont tenues ces dernières semaines.

À lire aussi [Mali: le syndicat des banques menace de bloquer les transactions de l'État](#)

## **Deux banquiers emprisonnés**

À la base de la colère du syndicat : l'emprisonnement de deux banquiers. Le 27 février dernier, six personnes ont été arrêtées, puis placées sous mandat de dépôt début mars, dans le cadre d'une enquête sur de possibles malversations financières, qui concernent un projet de centrale thermique. Parmi les personnes arrêtées, deux cadres d'Ecobank, inculpés notamment de « complicité de faux et usage de faux ».

Le syndicat estime que les deux hommes ne sont pas impliqués dans les détournements présumés, qu'ils n'ont fait que leur travail, dans les règles, et demande donc leur « *relaxe immédiate et l'abandon des poursuites à leur encontre* ». Les deux hommes ont été auditionnés lundi par le juge d'instruction en charge de l'affaire. En parallèle des discussions entamées avec le gouvernement, leur avocat a déposé mardi une demande de libération provisoire.

La libération des deux banquiers est la première revendication du Synabef, mais elle n'est pas la seule. Il y en a 15 au total, parmi lesquelles la réintégration d'une centaine de salariés de plusieurs entreprises, licenciés, selon le syndicat, pour avoir exprimé des revendications, suivi des mouvements de grève, ou dans des conditions ne respectant pas le droit du travail.

À lire aussi [Libération d'Hamadoun Bah: les autorités maliennes plient, la justice aussi](#)